



Luxembourg, le 10 MAI 2022

Administration communale
Parc Hosingen
11, op der Héi
L- 9809 Hosingen

N/Réf: 101684
Dossier suivi par Cynthia Schneider
Tél : 247-86865
Email : cynthia.schneider@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (ci-après loi EES)

Modification ponctuelle du plan d'aménagement général de la commune Parc Hosingen concernant des fonds sis au lieu-dit « Schwasselsbach » à Hosingen

Monsieur le Bourgmestre,

Faisant suite à votre courrier du 11 janvier 2022 concernant le projet de modification ponctuelle sous rubrique, j'ai le plaisir de vous faire parvenir l'avis du Ministère de l'environnement sur l'ampleur et le degré de détail des informations à fournir par le rapport environnemental, et ce conformément aux dispositions de l'article 6.3 de la prédite loi modifiée du 22 mai 2008.

La modification ponctuelle du PAG au lieu-dit « Schwasselsbach » constitue en grande partie une modification de la délimitation de la zone verte avec un classement zone HAB-1 PAP QE et PAP NQ qui permettra d'arrondir périmètre au Sud-Est de la localité de Hosingen.

Votre saisine était accompagnée de plusieurs documents, notamment

- une évaluation sommaire (« SUP Phase 1 – Umwelterheblichkeitsprüfung ») élaborée en date du 16 décembre 2021 par le bureau d'études Oeko-Bureau ;
- un « screening » concernant les espèces protégées particulièrement en vertu de l'article 21 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN) élaboré par le bureau expert ecorat en date du 31 juillet 2021;
- une évaluation des incidences sommaire en vertu de l'article 32 de la loi PN ;

A noter encore qu'une réunion de concertation avec le MECDD, la commune Parc Hosingen, le Ministère de l'Intérieur et le bureau d'études CO3 a eu lieu en date du 31 mars 2021 concernant le Masterplan Hosingen dont fait partie la présente modification ponctuelle.

Après analyse des documents soumis, il convient de constater que le dossier est facile d'abordage et d'une lecture aisée. La majorité des enjeux environnementaux a correctement été évaluée et je partage les conclusions du bureau Oeko-Bureau que la surface est sensible d'un point de vue environnemental. Ainsi, une évaluation détaillée dans le cadre du rapport environnemental est requise alors que le projet est susceptible de générer notamment des effets notables sur les biens à protéger « population / santé humaine », « flore, faune, biodiversité », « eau » et « sol ». Contrairement à l'appréciation du bureau d'études, le bien environnemental « paysage » est également à analyser en détail dans le rapport, vu sa superficie, sa localisation en bordure du tissu urbain et la topographie.

Il ressort également de l'analyse du dossier que l'autorité communale planifie outre le classement en zone HAB-1, la réalisation d'une voie de délestage le long du bord Est de cette zone. Etant donné que cette voie de délestage assure également la desserte de la nouvelle zone à urbaniser, elle fait partie intégrante du dossier à évaluer. Les remarques suivantes sont à prendre en compte dans ce contexte :

- Selon le projet de la modification ponctuelle, la voie de délestage est superposée par un PAP NQ et passe sur des fonds situés actuellement en zone verte. A noter que la superposition d'une zone PAP NQ avec la zone verte n'est pas conforme à la législation ;
- Le bureau Oeko-Bureau omet d'indiquer dans l'UEP que le projet de voie de délestage risque de délocaliser certains effets négatifs de la circulation routière au détriment d'une unité paysagère respectivement de zones d'habitation existantes (augmentation des nuisances sonores / diminution de la qualité de l'air) ;
- Aucune mesure d'intégration paysagère vers l'Est liée à cette construction routière n'est prévue dans le projet de modification ponctuelle afin de réduire les impacts sur le paysage environnant (dérangement visuel, fragmentation paysagère, etc.);
- La partie finale du tracé à l'Est est localisée en forte pente et empiète sur un vallon pour joindre la rue « Eesberwée ». Vu la forte dénivellation des travaux d'aménagement importants seront nécessaires ayant également des impacts négatifs sur le paysage;
- L'accès Sud-Ouest du tracé traverse un bassin de rétention et un étang existant comprenant des structures vertes protégées et empiète à l'Est sur la zone Natura 2000 « LU0001002 – Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont ». Oeko-Bureau conclut dans son évaluation des incidences sommaire que des incidences négatives peuvent être exclues à condition que l'installation de chantier pour l'aménagement de la voie de délestage se fera selon les règles de l'art afin d'éviter toute incidence négative significative sur le cours d'eau temporaire, objectif de conservation de la zone LU0001002¹. Le Ministère de l'environnement partage cette conclusion ;
- Le tracé au Sud-Ouest passe à travers d'un jeune verger qui constitue une mesure compensatoire pour les chauves-souris dans le cadre de la construction du parc éolien « Housen-Pëtschent » (n/réf : 84041-M-M-M-M émis en date du 1^{er} avril 2022), ce qui n'a pas été considérée dans l'UEP.

Compte tenu de ce qui précède, et en concertation avec l'Administration de la nature et des forêts, le tracé de la voie de délestage est vu d'un œil très critique. Il est donc nécessaire de compléter le rapport environnemental par une démonstration du bien-fondé de ce projet de voie de délestage par :

- le biais d'une modélisation du moins sommaire des flux de circulation en tenant compte du contexte régional permettant de mettre en évidence les bénéfices et conséquences d'un point de vue environnemental de la voie ;

¹ maintien et amélioration de la qualité de l'eau et de la structure de l'Our et de ses affluents; en particulier maintien dans un état de conservation favorable respectivement restauration des rivières avec végétation du *Ranunculus fluitans* et du *Callitriche-Batrachion* (3260) et des populations de la Lamproie de Planer *Lampetra planeri* et du Saumon *Salmo salar*.

- une étude hydraulique (vu la présence d'un bassin de rétention existant, d'un étang et d'un cours d'eau temporaire) afin d'évaluer les conséquences du tracé et mettre en évidence d'éventuelles modifications à long terme (p.ex. du bassin de rétention existant) ;
- une évaluation de l'intégration paysagère (extrémité Sud-Est de la localité et topographie vallonnée) et du maillage écologique (présence de structures vertes protégées) par des visualisations appropriées ;
- des études de terrain en relation avec les espèces protégées particulièrement, notamment l'avifaune, les chiroptères et les espèces aquatiques et semi-aquatiques (le chapitre dédié à la biodiversité, faune et flore fournit des précisions) ;
- une analyse de solutions de substitution pour mieux pouvoir organiser le développement de la zone et la circulation.

Enfin, il importe d'évaluer la fonctionnalité écologique du jeune verger et de proposer dans le rapport environnemental des solutions quant à son déplacement (recherche de nouveaux terrains compensatoires, etc.). Il est recommandé de se concerter à ce sujet avec le maître d'ouvrage du parc éolien.

Les études de terrain pour les espèces protégées particulièrement et l'évaluation de l'intégration paysage doivent englober l'ensemble de la surface à développer, y inclus la voie de délestage. Les résultats des études de terrain et des évaluations sont à prendre en compte dans la conception du schéma directeur. Dans ce contexte, la zone SU-P6 est à revoir alors que sa définition entre la zone HAB-1 et la voie de délestage ne permet guère une intégration paysagère adéquate à cet endroit.

Au vu des nombreux impacts négatifs à attendre, il importe que les auteurs du rapport environnemental développent également des **solutions et des concepts d'aménagements alternatifs** tant pour le classement de la zone HAB-1 PAP NQ que pour le tracé de la voie de desserte (p.ex. déplacement du tracé à l'intérieur du périmètre en vigueur - à l'intérieur de la zone HAB-1 PAP NQ, proposition d'un tracé hors Natura 2000 et à l'écart des éléments éco-hydrologiques, réduction de la zone HAB-1 en ne dépassant pas la crête de 496.8 mètres, révision et déplacements des accès du tracé au Sud et à l'Est, intégration du chemin rural existant en tant qu'accès au lieu de prévoir une connexion avec le Eesberwée à l'Ouest, etc.).

Complémentairement aux visualisations de la voie de délestage mentionnées ci-avant, le rapport devra comprendre des **coupes et esquisses** incluant également le concept urbanistique et son interaction avec le projet de la voie de délestage.

Pour des raisons de transparence dans le cadre de la mise en œuvre de la modification ponctuelle du PAG, les biotopes protégés, HEIC et les espèces protégées particulièrement en relation avec les articles 17 et 21 de la loi PN sont à reprendre à titre indicatif et non exhaustif sur la partie graphique du PAG. Une évaluation sommaire des besoins compensatoires est à présenter. Le cas échéant, des mesures d'atténuation anticipatives (mesures CEF) sont à proposer dans le rapport environnemental.

Pour les eaux usées, le rapport environnemental devra fournir des informations plus précises quant à l'envergure du futur projet de construction et comprendre une estimation de l'évolution de la charge polluante (équivalents-habitants) et des capacités épuratoires disponibles pour garantir un traitement adéquat des eaux usées.

Enfin, et au vu de l'envergure de la zone HAB-1 (plus de 5,9 ha), il importe encore de rappeler que le projet urbanistique global est susceptible de tomber sous les dispositions de la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (loi EIE). Lorsque la surface de scellement du sol brut se trouve entre 20'000 et 100'000m², le projet de PAP est à soumettre à une vérification préliminaire pour déterminer la nécessité de réaliser une EIE (annexe IV, point 65 du règlement grand-ducal du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement).

D'après l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le rapport sur les incidences environnementales doit faire partie intégrante du dossier à soumettre à la décision du conseil communal.

Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant du vote du conseil communal conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain me devra être soumis pour avis et ensuite pour approbation.

Mes services restent à votre disposition pour clarifier toute question en relation avec le présent avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et
du Développement durable



Joëlle Welfring

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur,
Administration de la nature et des forêts,
Administration de l'environnement,
Administration de la gestion de l'eau